

Femmes, économies et développement, de la résistance à la justice sociale, I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse (dir.).
Éditions Eres-IRD, Paris, 2011, 382 p.

François Doligez

Number 320, April 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1020913ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1020913ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Doligez, F. (2011). Review of [*Femmes, économies et développement, de la résistance à la justice sociale*, I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse (dir.). Éditions Eres-IRD, Paris, 2011, 382 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (320), 118–119. <https://doi.org/10.7202/1020913ar>

Tous droits réservés © Recma, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

le domaine des ressources communes ne s'arrête pas (comme le laisse penser l'éditeur dans son choix du sous-titre de l'ouvrage) aux « *ressources naturelles* » ; il en va d'un système d'irrigation comme d'une entreprise coopérative (bien commun aux travailleurs), l'option d'une gestion durable et auto-organisée est bien une option réaliste, économiquement durable, et cette « *théorie adéquate de l'action collective auto-organisée* » qu'Elinor Ostrom tisse avec beaucoup de subtilité et une grande précision intéresse tous les secteurs de l'action collective, en dehors même de la question des ressources naturelles.

Luc Bonet ●

Femmes, économies et développement, de la résistance à la justice sociale

I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse (dir.). Editions Eres-IRD, Paris, 2011, 382 p.

Ce livre part d'un constat : qu'il s'agisse de cantines populaires, de microfinance, de coopératives de transformation de produits agricoles, d'emplois et de protection sociale ou de prise en charge des questions d'assainissement ou de déchets, se développent une multitude d'initiatives féminines mêlant actions économiques et solidarités, alors que, paradoxalement, les inégalités hommes-femmes font l'objet d'une remarquable permanence. L'ouvrage s'est donné pour objet d'étude ces initiatives, pour l'essentiel situées dans le champ de l'économie sociale et solidaire, et qui constituent une réponse pragmatique aux problèmes du quotidien des femmes, mais qui, par leur dimension collective, apportent aussi des innovations en matière d'organisation et de formes de revendication de changements structurels. La grille de lecture est double : elle analyse le rôle économique des initiatives des femmes, mais questionne également leurs enjeux du point de vue des rapports sociaux et politiques.

Lutter contre la domination masculine

L'enjeu, énoncé dans l'introduction, est de repenser les rapports sociaux de sexe contre une

triple institutionnalisation : le « genre » dans les politiques de développement, un certain radicalisme désincarné dans les mouvements féministes et les approches de la question dans l'économie sociale et solidaire.

La première partie traite, d'un point de vue théorique, la double inégalité que subissent les femmes – l'accès restreint à la sphère productive et la féminisation de la sphère reproductive – et les deux postures rencontrées pour y faire face. La première, illustrée par l'approche de la Banque mondiale, est résolument moderniste et présuppose que l'intégration croissante des femmes au marché va permettre la « convergence » de leurs positions avec celles des hommes. La seconde, étayée par les pensées féministes, plaide pour une nouvelle conception de la richesse en reconsidérant les rôles de l'activité de reproduction : économique, cohésion sociale, épanouissement individuel et collectif. Le reproductif est converti en ressource pour le développement : émancipateur et source de développement local.

« Le bien le plus important que je possède, c'est mon mari » (p. 135)

La deuxième partie développe une série d'études de cas en Afrique, en Amérique latine et en Asie : coopératives de production d'huile d'argan au Maroc, transformation du beurre de karité au Burkina Faso, *self help group* comme base de l'intermédiation financière en Inde, organisations du commerce équitable en Bolivie, organisations populaires féminines en milieu urbain. Ces études de cas sont appréhendées sous trois angles.

Pour le premier, il s'agit de repenser l'articulation entre sphère économique et sphère reproductive grâce à la socialisation et à la revalorisation d'une partie des activités reproductives (ou de soins à autrui). De fait, les lieux de production ne sont pas complètement séparés de la sphère familiale ou communautaire et les formes d'organisation économique diffèrent des modèles entrepreneuriaux classiques.

Dans le second, il s'agit de repenser l'action politique par la discussion et la mise en place

d'espaces d'échanges et de délibération. En effet, l'autonomisation économique ne s'accompagne pas forcément d'émancipation sociale et de nombreux cas illustrent les risques et les difficultés d'une opposition frontale de la part des femmes. Malgré cela, l'intérêt des processus engagés à ce niveau est souligné contre l'intériorisation des mécanismes de domination.

Enfin, le troisième aborde l'ancrage territorial des initiatives afin de recontextualiser les formes d'action en fonction des besoins, des enjeux et des identités territoriales. Il s'agit d'intégrer dans l'analyse les formes de reproduction d'un territoire de vie ainsi que le rôle économique, social et politique qu'y jouent les femmes.

Entre résistances et transformations sociales

La dernière partie aborde l'épineuse question de l'institutionnalisation : quelle durée, quelle montée en généralité pour impulser de véritables changements sociaux ? Les exemples analysés traitent : des initiatives des femmes en migration dans l'économie sociale et solidaire française ; des cantines populaires péruviennes ; des nouvelles formes de syndicalisme et de l'émergence d'innovations en matière de protection sociale, comme le mouvement Maria Elena Cuadra au Nicaragua ou la SEWA en Inde ; des enjeux de l'économie sociale et solidaire en Amérique latine d'un point de vue féministe ; enfin, du rôle des groupements de femmes dans l'économie sociale québécoise. Si la diversité des situations rend difficile un traitement homogène et comparatif, les auteurs concluent à l'« oscillation » des initiatives entre les deux postures théoriques esquissées en introduction. De fait, toute approche pragmatique est forcément une résultante hybride dont la pérennité économique est soumise aux contraintes du marché, et ce quel que soit le radicalisme de sa volonté transformatrice.

En conclusion, l'ouvrage se veut une contribution à la lutte contre l'« invisibilité » de ces initiatives qui témoignent d'un changement social « à petit pas » et dont l'étude relève de l'analyse du champ des possibles et, par là, de la construction d'un autre futur possible, à défaut de faire rêver les

tenants de la « révolution radicale ». S'il inscrit leur reconnaissance dans le plaidoyer pour « repenser la richesse », reste posée la question de comment, sinon par la refondation du rôle de l'Etat et des pouvoirs publics face aux logiques de marché, les nouveaux indicateurs peuvent devenir de véritables outils de pilotage pour les agents économiques.

F. Doligez, Iram, université de Rennes 1 ●

Une éthique pour l'économie

Hugues Puel. Cerf, 2010.

Alors qu'elle était au cœur de la réflexion de nombreux économistes classiques comme Sismondi, Stuart Mill ou Walras, la question de l'éthique a ensuite été très largement évacuée de la théorie économique dominante à partir du moment où celle-ci s'est focalisée sur le paradigme de l'intérêt et sur la figure de l'*Homo œconomicus*, cet être absolument rationnel dont chaque décision est le résultat d'un irréprochable calcul coûts-bénéfices. Depuis une vingtaine d'années, cette question de l'éthique est de nouveau considérée par certains économistes et davantage encore par des gestionnaires et des analystes de l'entreprise à travers notamment les courants de l'éthique des affaires et de la responsabilité sociale de l'entreprise.

En France, Hugues Puel est l'un des tout premiers à avoir explicitement orienté ses travaux sur cette question dès les années 80. En réalité, son intérêt pour de telles problématiques est bien antérieur, puisqu'il figure au cœur du programme et des valeurs qui animent le courant dominicain Economie et Humanisme, où Hugues Puel s'engage dès les années 50 et dont il sera le secrétaire général pendant plus de vingt ans, de 1985 jusqu'à sa dissolution en 2007. Cet ouvrage est donc en quelque sorte un essai de traduction dans le champ économique d'un engagement spirituel inspiré par la tradition du catholicisme social. Comme le souligne la conclusion, cette réflexion s'attache finalement à identifier les moyens de « rendre supportable